

Canadian Centre
for Foreign Policy
Development



Centre canadien
pour le développement
de la politique étrangère

125 Sussex Dr. Ottawa, Ontario K1A 0G2

**RAPPORT DE LA TABLE RONDE DE CALGARY:
CONTRIBUTION À LA DISCUSSION SUR
LES POLITIQUES CANADIENNES DANS LES AMÉRIQUES**

CCPDE

le 17 mars 1999 (Calgary)

8004.1F

ISBN: E2-228/1999F-IN
0-662-85628-7

Tel.: (613) 944-8278
Internet address: <http://www.cfp-pec.gc.ca> Fax: (613) 944-0687

RAPPORT DE LA TABLE RONDE DE CALGARY : CONTRIBUTION À LA DISCUSSION SUR LES POLITIQUES CANADIENNES DANS LES AMÉRIQUES

le 17 mars 1999

Le 17 mars dernier, le Centre canadien pour le développement de la politique étrangère, dans le cadre de sa mission d'implication des Canadiens dans la définition de la politique étrangère, a organisé une table ronde à Calgary afin d'engager un débat national sur les Amériques.

Organisée par le Calgary Centre for Performing Arts, la table ronde a réuni un large éventail d'ONG, d'universitaires, d'experts de la région, d'hommes d'affaires et de fonctionnaires du gouvernement. Cette réunion, la première d'une série prévue pour les deux prochaines années, a donné le coup d'envoi d'un débat national sur des thèmes susceptibles d'intéresser un large public et de mériter l'élaboration de politiques. Cette réunion a été retransmise en direct sur l'Internet et peut être consultée en totalité à l'adresse suivante :

***<http://www.panam-bydesign.net/ccfpd/invitation.htm>**. Voici un résumé de cinq présentations de groupe qui ont précédé et préparé les discussions de l'après-midi, les rapports des trois sessions de réflexion qui suivirent et une synthèse des remarques finales.*

RÉSUMÉ DES PRÉSENTATIONS DE GROUPE

Les conversations de l'après-midi sont lancées par **Steven Lee**, directeur national du Centre canadien pour le développement de la politique étrangère (CCDPÉ), qui définit les objectifs de la table ronde. Il souligne le **rôle important que doivent jouer les universitaires, les ONG et de nombreux Canadiens dans la définition de la politique étrangère** ainsi que la nécessité d'élargir le cercle politique au-delà d'Ottawa et des acteurs traditionnels, objectif auquel se consacre le CCDPÉ, sur demande du ministre Axworthy. Il souligne également l'importance du partenariat entre le Centre et les Affaires étrangères et se félicite de la participation de hauts fonctionnaires des Affaires étrangères à cette réunion. L'objet de la table ronde est d'engager une discussion sur les problèmes de l'hémisphère et d'identifier les questions susceptibles d'intéresser un large public et de mériter l'élaboration de politiques. La finalité est de définir les centres d'intérêt et les priorités du Canada dans l'hémisphère et de faire participer les Canadiens à la formulation des politiques.

Après ces remarques d'introduction, **George Haynal, sous-ministre adjoint, Amériques**, présente le programme de manifestations régionales du gouvernement pour les deux prochaines années. Il remarque que ces événements se dérouleront dans le **contexte plus large des objectifs de politique étrangère du Canada** : 1) La prospérité canadienne dans un monde prospère, 2) la sécurité canadienne dans un monde stable, 3) la promotion des valeurs et de la culture canadiennes. M. Haynal explique que l'engagement réel dans les Amériques est non seulement récent, mais aussi à multiples facettes. Il met aujourd'hui l'accent sur l'Amérique latine, région

qui offre de nouvelles opportunités mais qui pose des défis de taille. Le nouvel engagement du Canada traduit l'évolution de la situation en Amérique latine, caractérisée par l'instauration de régimes démocratiques (la plupart), l'abandon des politiques de substitution des importations et la naissance d'une société civile dynamique. Cette région a accompli de nombreux progrès lors de la dernière décennie. C'est pourquoi il convient d'appréhender les chances offertes, de définir les objectifs et de prendre les mesures visant à consolider les initiatives.

Programme pour l'hémisphère :

- Jeux panaméricains (juillet/août 1999, Winnipeg)
- Conférence des conjoints des chefs d'État et de gouvernement des Amériques (septembre, 1999)
- Forum des gens d'affaires des Amériques (novembre 1999, Toronto)
- Réunion des ministres du Commerce de l'hémisphère (novembre 1999, Toronto)
- Assemblée générale de l'Organisation des États américains (accueillie par le ministre Axworthy, juin 2000)
- Troisième Sommet de l'hémisphère (présidé par le premier ministre)

M. Haynal conclut en insistant sur la position unique du Canada dans l'hémisphère (pays respecté, mais pas une superpuissance) et sur l'importance de relever les défis et de satisfaire les attentes suscitées par cette position.

Barbara Arneil, de l'Université de Colombie-Britannique, présente les **cinq aspects de la sécurité humaine** et les applique aux réalités latino-américaines :

- La sécurité humaine est l'expression d'un **changement de paradigme** dans les relations internationales. Alors qu'on raisonnait en termes de sécurité nationale (école de pensée réaliste), on se préoccupe aujourd'hui de la sécurité des personnes. Cette évolution reflète le fait que les êtres humains du monde entier ont un sentiment d'insécurité de plus en plus fort. Dans le cadre de l'Amérique latine, cette transformation pose la question de savoir comment conceptualiser et traiter les problèmes de tous les individus, notamment des plus marginaux, comme les femmes, les enfants, les populations autochtones ou les handicapés.
- Un autre aspect de la sécurité humaine trouve son expression dans la liste impressionnante des **nouvelles menaces** que l'on peut classer en quatre catégories : 1) les menaces induites par un nouvel environnement économique (polarisation croissante entre les riches et les pauvres, instabilité des marchés financiers, etc.); 2) les menaces générées par le « transnationalisme » (trafic de drogues, dégradation de l'environnement, diffusion des maladies, etc.); 3) les menaces engendrées par le changement de nature des conflits (le conflit était considéré comme essentiellement inter-étatique, alors qu'aujourd'hui il se produit dans les limites des frontières de l'État et est souvent déclenché par les instances publiques ou parapubliques, l'État devenant alors source d'insécurité); 4) une autre série de menaces résultant des graves problèmes liés au commerce des armes légères et aux

réfugiés. Dans cette catégorie, le professeur Arniel souligne la nécessité de donner suite aux initiatives du Sommet de Santiago (notamment les efforts de lutte contre la drogue) et d'œuvrer en faveur de la démocratisation et des réformes dans le système judiciaire et électoral.

- La sécurité humaine peut être perçue comme une **approche pluridisciplinaire** de la politique étrangère. Ce concept englobe les secteurs jusqu'à présent bien distincts de la sécurité nationale (MDN), du développement (organismes d'aide, ACDI) et de la diplomatie (MAÉCI). Le concept doit également être intégré aux NU. En Amérique latine, une politique cohérente s'impose.
- La sécurité humaine implique d'inclure la **société civile** dans des affaires qui étaient jusqu'à présent du ressort de l'État. Ces deux prochaines années, l'Organisation des États américains pourrait conduire le processus de participation de la société civile en Amérique latine.
- La sécurité humaine nécessite l'implication de la **communauté internationale** le cas échéant. Lorsque des États nations violent les droits de l'homme, la communauté internationale doit pouvoir intervenir pour protéger les individus, éventuellement par l'intermédiaire du Tribunal pénal international. L'affaire du Général Pinochet est instructive à cet égard; il faut trouver le moyen de remédier aux injustices et de protéger les victimes potentielles.

Compte tenu de ces considérations théoriques, **la sécurité humaine peut être définie comme le constat d'un sentiment général d'insécurité dans le monde, de nouvelles menaces pesant sur les individus et surtout comme un changement de paradigme qui reconnaît la nécessité de dépasser la sécurité nationale pour inclure la sécurité de toutes les personnes par l'engagement de l'État, de la société civile et, le cas échéant, par l'action de la communauté internationale.**

Mark Dickerson, de l'Université de Calgary, s'intéresse au problème de l'insécurité liée à la mondialisation et examine les défis que la politique étrangère canadienne devra relever dans les Amériques. Il souligne que même si les efforts de démocratisation déployés par l'Occident à l'étranger s'exposent aux critiques de néocolonialisme, les valeurs de liberté, de responsabilité et de primauté du droit sont plus largement partagées qu'un observateur occidental pourrait le penser. C'est pourquoi la relation entre une économie prospère et un gouvernement démocratique n'est pas aussi complexe qu'il y paraît et il existe un espace où des initiatives de démocratisation venant de l'extérieur (objectives) peuvent se déployer.

Maureen Wilson de FOCAL évoque les répercussions négatives de la mondialisation sur la capacité des États à traiter des problèmes socio-économiques tels que les disparités croissantes entre les pays et en leur sein même. Elle met en lumière la résurgence d'organisations religieuses, de protection de l'environnement, de lutte contre la pauvreté et autres qui remplissent le vide laissé par le désengagement de l'État. Elle rappelle l'importance de reconnaître le rôle clé joué par ces organisations dans la région et la nécessité de les soutenir.

Liss Jeffrey du Programme McLuhan indique combien il importe de tenir compte des nouveaux médias dans les discussions sur la société civile en Amérique latine. La confrontation de la technologie de pointe avec les habitants sans ressources et souvent analphabètes des régions pauvres d'Amérique latine pose le même problème qu'au Canada et que dans le reste du monde. Ce serait manquer de perspicacité que de nier l'importance de la technologie numérique dans le monde moderne, même pour ceux qui sont marginalisés. Le Canada pourrait considérer les nouvelles technologies comme un moyen de bâtir une société informée capable de participer de manière active et pertinente au processus démocratique, y compris d'élaborer la politique étrangère.

RÉSUMÉ DES RAPPORTS DES SESSIONS DE RÉFLEXION

Le contexte de la politique étrangère canadienne dans les Amériques

Les thèmes suivants ont été abordés lors des trois groupes de réflexion :

- **La sécurité humaine en tant que principe directeur général de la politique étrangère dans les Amériques** permet d'intégrer des thèmes comme la pauvreté et la sécurité des individus. Les discussions sur la drogue et les armes légères sont de portée trop limitée.
- Le seul **volet commercial** (perçu comme principal mécanisme d'entraînement de la participation canadienne dans la région) est trop restreint. Il doit donc s'étendre à d'autres questions qui entrent dans le contexte général de la sécurité humaine (ex. les répercussions sociales de la mondialisation).
- Le **rôle et la place des États-Unis** ont été abordés. L'approche du Canada de problèmes tels que la résolution des conflits ou la prise en compte de groupes multiculturels et de leurs idées diffère de celle des États-Unis.
- **L'action indirecte des États et/ou des blocs régionaux** (États-Unis, Europe, Tigres asiatiques) peut avoir des conséquences sur l'environnement commercial en Amérique latine.
- La **volonté du Canada d'intervenir pour promouvoir la démocratie et les coûts** correspondants en matière de défense et de maintien de l'ordre ont également été discutés. Certains participants jugent important de promouvoir la démocratie sans engendrer de sentiments néocolonialistes.
- Les participants ont mis en doute la **capacité** du Canada de s'impliquer de manière utile dans l'hémisphère. Quel rôle efficace les Canadiens peuvent-ils jouer pour la protection des droits de la personne ? La politique étrangère (notamment le libre-échange) doit refléter les valeurs fondamentales canadiennes. Les Canadiens doivent chercher à mieux connaître la réalité écologique, sociale et économique de l'hémisphère. Il convient d'impliquer les petites et moyennes entreprises, ainsi que la jeunesse canadienne.
- **Les détracteurs des politiques gouvernementales** dénoncent les contradictions non seulement dans la politique étrangère canadienne, mais également dans la politique gouvernementale dans son ensemble. Ils posent des questions troublantes, notamment sur

le bien-fondé de promouvoir la société civile à l'étranger alors que la société est ébranlée par les réductions budgétaires ou par les suites de l'incident de l'APEC en 1997. D'autres participants, qui considèrent la mondialisation néolibérale et les politiques d'ajustement structurel comme néfastes, s'inquiètent de la pauvreté et de l'insécurité. Selon eux, le Canada doit régler ses problèmes nationaux avant d'encourager le changement à l'étranger.

Propositions d'options politiques

Les participants ont soulevé plusieurs questions qui, selon eux, méritent l'attention des responsables politiques. Certains font valoir que le Canada, hôte des prochaines réunions, est bien placé pour être le fer de lance des thèmes suivants :

- ▶ **La protection et le renforcement de la société civile** sont jugés essentiels pour orienter le changement dans la bonne direction. Le Canada doit soutenir les initiatives et encourager la créativité des militants des ONG qui se battent au sein de la société civile pour inventer des solutions concrètes au niveau local (coopératives locales, microentreprises, prêts à petite échelle, programmes de conservation des graines, projets de revalorisation de l'environnement, etc.).
- ▶ **La promotion du développement durable** est indispensable à la sécurité humaine. Le soutien des initiatives de la société civile (par opposition aux projets géants) génère souvent des retombées plus rentables en matière de développement durable. Le Canada doit promouvoir et accélérer la mise en pratique des engagements pris en faveur du développement durable lors du Sommet de la Terre à Rio en 1992.
- ▶ Les programmes bilatéraux et la politique commerciale du Canada doivent encourager **l'autosuffisance et l'indépendance** dans les pays en développement.
- ▶ L'amélioration qualitative et quantitative de **l'aide** est nécessaire. Il convient d'évaluer la qualité et l'impact de l'aide.
- ▶ **L'accès à l'éducation**, y compris à l'éducation informelle, est jugé essentiel à la sécurité humaine. C'est pourquoi le Canada doit soutenir les projets éducatifs attentifs aux besoins des franges marginalisées de la population et qui s'efforcent de donner aux étudiants les compétences nécessaires pour répondre aux besoins humains fondamentaux. L'éducation doit s'inscrire dans la culture et les réalités socio-économiques locales. Elle doit s'employer à générer des revenus pour les populations marginalisées afin de réduire les écarts de revenus. L'éducation des femmes doit les aider à être davantage sur le devant de la scène. Les initiatives favorisant une plus grande mobilité des étudiants sont les bienvenues.
- ▶ **L'environnement et l'écologie** doivent rester prioritaires dans le programme d'action de l'hémisphère. Le développement économique doit prendre en compte ses conséquences écologiques.
- ▶ La sécurité humaine doit s'attaquer aux problèmes de la **disparité des revenus et de la pauvreté**. Les responsables politiques jugent réalisable l'objectif d'éradication de la pauvreté. L'amélioration de la sécurité humaine passe par une répartition plus équitable des revenus et des ressources.

- ▶ Les participants souhaitent que la politique étrangère et commerciale canadienne respecte les **droits de l'homme** inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ils encouragent le gouvernement canadien à faire figure d'exemple pour l'élaboration d'un mécanisme efficace et bien défini, à l'image du Tribunal pénal international, afin de renforcer les droits de l'homme dans l'hémisphère.
- ▶ Certains participants estiment que le Canada doit continuer de promouvoir le **développement démocratique**, la réforme judiciaire, l'amélioration des services publics et la bonne gestion des affaires publiques.
- ▶ Le Canada doit être le chef de file dans les efforts pour garantir que le processus des négociations sur le **libre-échange** soit ouvert, transparent et politiquement responsable afin d'optimiser la participation des citoyens et de renforcer la démocratisation dans l'hémisphère.
- ▶ Le Canada doit être à l'avant-scène pour encourager le G8 à annuler la **dette extérieure** des pays les plus pauvres du monde. Le gouvernement doit coopérer avec les institutions financières internationales (IFI) pour élaborer des programmes de financement et de développement socialement justes et bénéfiques à la population dans son ensemble. Le Canada doit prendre l'initiative pour que le fonctionnement des IFI soit axé sur la transparence, l'ouverture et la responsabilité. Il doit promouvoir activement l'idée d'une taxe Tobin pour contrebalancer les effets négatifs que la **spéculation sur les devises** a sur les pauvres en Amérique latine.

CONCLUSION

À la fin de la journée, Stephen Randall, de l'Université de Calgary, a formulé quelques remarques de conclusion sur l'importance des liens entre le gouvernement et la société civile pour définir la politique étrangère dans les Amériques et s'est félicité de l'accent mis sur la sécurité humaine plutôt que sur le commerce. Il souligne le rôle de la société civile dans l'élaboration des politiques et la nécessité de mieux informer la communauté politique au sens large, éventuellement par le recours aux nouvelles technologies. Il ajoute que le Canada a un rôle important à jouer dans l'hémisphère pour la promotion de la démocratie et qu'il doit poursuivre les initiatives positives lancées lors du Sommet de Santiago.

Steven Lee conclut les discussions en s'engageant, au nom du Centre canadien pour le développement de la politique étrangère, à poursuivre le processus d'implication des Canadiens dans le débat sur l'hémisphère et dans la formulation des politiques.

En résumé, les participants de la table ronde ont abordé les questions suivantes :

- La sécurité humaine est une approche importante de la politique étrangère dans les Amériques
- La société civile au Canada a un rôle important à jouer dans la formulation de la politique étrangère et dans l'hémisphère et dans la construction de la société civile dans la région

- L'environnement et les droits de l'homme sont des composantes essentielles de la sécurité humaine
- Les problèmes économiques se répercutent sur le développement de la région.

Si certains se sont interrogés sur la capacité et l'autorité du Canada dans les Amériques, tous ont convenu que le Canada est en position de jouer un rôle de chef de file dans l'hémisphère.

La sécurité humaine au sens large est une priorité du programme d'action dans l'hémisphère. Face aux transformations rapides dans la région, le renforcement de la sécurité humaine et la démocratisation pourraient stimuler le développement économique. La recherche d'un meilleur équilibre entre le commerce et l'aide sera un axe majeur des discussions lors des deux prochaines années.

À mesure que les Canadiens participent plus activement au dialogue dans les Amériques, le rôle de la société civile est essentiel pour permettre un débat plus ouvert et plus éclairé parmi les Canadiens, les responsables politiques et les décideurs au Canada et à l'étranger. L'implication de la jeunesse, des communautés multiculturelles, des milieux d'affaires, des femmes et des populations autochtones reste prioritaire.

La table ronde de Calgary fut une première étape constructive dans l'ouverture du dialogue et du processus. Les idées formulées constitueront l'ossature des prochaines phases de la discussion sur les problèmes et les politiques.

PARTENARIATS AVEC LES NOUVEAUX MÉDIAS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT ET DE FORMULATION DES POLITIQUES

par Liss Jeffrey

Le CCDPÉ coopère avec des partenaires externes afin d'étudier les possibilités pratiques d'utiliser de nouveaux médias pour organiser des sessions de réflexion et d'élaboration des politiques. En mars, le byDesign E Lab du Programme McLuhan en culture et technologie de l'Université de Toronto a créé un site spécial sur le Web, destiné à servir de tremplin pour les discussions politiques sur les Amériques et à diffuser largement les réflexions et les conclusions de la table ronde de Calgary sur la société civile et la sécurité humaine. Lors de cet événement, le site Web a servi de toile de fond des discussions et de source d'information pour ceux qui n'ont pas pu être physiquement présents. Grâce à la coopération du Calgary Centre for the Performing Arts et des collaborateurs du CCDPÉ, le byDesign E Lab a diffusé l'événement en direct. Les archives peuvent être consultées à l'adresse suivante :

<http://www.panam-bydesign.net/ccfpd/video.htm> .

Un mois plus tôt, le CCDPÉ, le Programme McLuhan et E Lab ont uni leurs forces pour présenter un atelier d'une journée et l'événement de la série des conférenciers visionnaires consacré aux nouveaux médias et aux droits de l'homme. Cette session est archivée à l'adresse suivante : <http://www.panam-bydesign.net/humanrights/index.html>.

Ces sites ont été consultés par des milliers de visiteurs du monde entier et un compte-rendu complet de ces projets est en cours de préparation pour le Rapport byDesign sur la démocratie numérique. Les résultats préliminaires seront présentés par la D^r Liss Jeffrey lors de la série de conférences Marshall McLuhan sur le projet d'infrastructures Harvard en mai, à Helsinki à l'occasion de la conférence du Conseil de l'Europe sur l'accès public et la liberté d'expression, à Sherbrooke lors du congrès des sociétés savantes et à Québec lors de la réunion de la société canadienne sur Internet qui se tiendront tous en juin. Toutes ces initiatives seront également présentées lors des prochaines semaines sur notre nouvelle adresse Internet, vitalspace.net, qui regroupe plusieurs sites consacrés à l'édification de la société civile et d'un gouvernement démocratique au moyen des nouveaux médias et de l'action politique (<http://www.vitalspace.net>).

Le CCDPÉ a demandé au byDesign E Lab de participer à la table ronde de Calgary et a invité sa directrice (également directrice du réseau de recherche du Programme McLuhan), la D^r Jeffrey, à expliquer pourquoi il est nécessaire d'inclure les nouveaux médias numériques dans tous les projets de formulation de la politique internationale. Elle illustre son analyse en faisant référence à la série des conférenciers visionnaires et au projet de site Internet de « communes virtuelles » lancé cette année par le E Lab, et baptisé « PanAm sur Mesure : Construire des réseaux du savoir grâce aux nouveaux médias et à la politique. » Étant donné que le Canada préside le sommet des Amériques et que notre politique étrangère entend tenir davantage compte de nos voisins de

l'hémisphère, la série PanAm avait pour objectif d'entamer la discussion sur les principes et sur les étapes pragmatiques pour créer un réseau de communautés viables à l'échelle de l'hémisphère. Parallèlement au compte-rendu des actions menées, le projet PanAm (avec un site quadrilingue mais un contenu partiellement traduit par des bénévoles) fera dorénavant appel à des partenaires, notamment des Caraïbes et de différents pays sud-américains, qui se sont déclarés intéressés par le passage à l'étape suivante. Le MAÉCI accepte de parrainer deux participants au programme McLuhan, dont l'un (qui parle couramment espagnol et maîtrise la nouvelle langue numérique) a déjà été sollicité pour travailler en Amérique latine afin de cimenter les relations dans le projet PanAm. Le byDesign E Lab et le programme McLuhan sont impatients d'examiner avec le CCDPÉ comment étendre le projet PanAm sur Mesure au Canada, dans le cadre des initiatives visant à créer des forums de citoyens sur les politiques dans les Amériques, et également dans le cadre de l'encouragement de la discussion sur la société civile dans toutes les Amériques. Notre expérience cybernétique récente dans PanAm révèle que des déplacements seront nécessaires, car il n'est pas facile de gagner la confiance de citoyens dans des sociétés auxquelles certaines traditions de la société civile font défaut, par exemple un débat et une action organisés et pacifiques des citoyens. Il s'avère également qu'une forme de partage direct des compétences et des technologies sociales (ex. aspects techniques de la gestion d'un forum et comment parvenir à un résultat utile) est une nécessité urgente et que le Canada (comme le CCDPÉ) pourrait intensifier ses efforts de recherche, de développement et d'exportation de ces compétences et technologies sociales. Le byDesign E Lab du Programme McLuhan de l'Université de Toronto espère approfondir sa coopération avec le CCDPÉ afin d'examiner les résultats, d'améliorer nos sites Internet communs et de se rapprocher des objectifs. Dans l'immédiat, nous sommes très reconnaissants de pouvoir travailler avec le CCDPÉ et saluons sa perspicacité et sa volonté de dépasser la routine.

LA TABLE RONDE DE CALGARY : LISTE DES PARTICIPANTS

*Sécurité humaine et société civile :
Contribution à la discussion sur les politiques canadiennes dans les Amériques*

Calgary Centre for Performing Arts

CONFÉRENCIERS :

Colin Jackson

Directeur exécutif, Calgary Centre for Performing Arts

Steven Lee

Directeur national, Centre canadien pour le développement de la politique étrangère

George Haynal

Sous-ministre adjoint, Amériques, MAÉCI

Barbara Arneil

Département de science politique, Université de Colombie-Britannique

Mark Dickerson

Département de science politique, Université de Calgary

Maureen Wilson

FOCAL

Liss Jeffrey

Directrice adjointe, Programme McLuhan

Stephen Randall

Doyen des études sociales, Université de Calgary

ANIMATEURS DE GROUPE :

Nancy Hannemann

Centre international (Alberta International), Université d'Alberta, Edmonton

Linda Reif

Université d'Alberta, Edmonton

Nola Kate Seymoar

Directrice exécutive, International Centre for Sustainable Cities

RAPPORTEURS :

Ricardo Acuna

Change for Children Association

John Chan

Alberta Environmental Protection

Alberta Council for Global Cooperation

Dawn McLean

Consultant en développement

PARTICIPANTS :

I. GOUVERNEMENT :

George Haynal

(voir « conférenciers »)

Michael Brock

Directeur, Direction interaméricaine et du Mexique, MAÉCI

Robert Clark

Coordonnateur principal des Sommets de l'hémisphère occidental, MAÉCI

Christine Pappas

Coordonnatrice, Communications et relations publiques, Direction de l'Amérique du Sud, MAÉCI

Pearl Williams

Personnel de planification des politiques

Wayne Clifford

Sous-ministre adjoint, Relations internationales, Affaires intergouvernementales et autochtones, Gouvernement de l'Alberta

Chris Welligan

Directeur, Section des relations avec les Autochtones, Affaires intergouvernementales et autochtones, Gouvernement de l'Alberta

II. ONG :

John Chan

(voir « rapporteurs »)

Colin Jackson

(voir « conférenciers »)

Jean Slick

La Société canadienne de la Croix-Rouge, Alberta du Nord (bureau d'Edmonton)

Lorne Jacques

Directeur, Centre international, Université de Calgary

Paul Carrick

Président du Alberta Council for Global Cooperation

Directeur exécutif de Cause Canada

Membre du Conseil du CCCI

Don Lovet

Western Affairs Committee

Fraser Abbot

Caldwell Partners

Robert Clark

Consultation Associates

Robert Schmidt

Development and Peace (OCCDP), Edmonton

Maureen Wilson

(voir « conférenciers »)

Dawn McLean

(voir « rapporteurs »)

Ann McGrath

OXFAM

Rick Berube

Services sociaux catholiques
SOMBRILLA (société d'aide aux réfugiés)

Sarah Coumantarakis

Directeur, Alberta Global Education Project, (Alberta Teachers Association)

Nena Jovic-Andrejevic

Edmonton Multicultural Society

Malena Alvarado

Project Accompaniment, Edmonton

Liss Jeffrey

(voir « conférenciers »)

Nola Kate Seymoar

(voir « conférenciers »)

Douglas Raynor

Interfaith Council on Human Rights

Jeff Gilmour

Arctic Institute, Calgary

Tara Nargang

International Department, YMCA, Calgary

David Swann

Arthur W. Clark

Physicians for Global Survival

Norman Conrad

(différentes ONG)

Bill Toner

Calgary Habitat for Human Society

Abe Janzen

Directeur exécutif, Mennonite Central Committee, Alberta

Dawne Clark

Spécialiste des droits de l'homme, Mount Royal College

Matt Lloyd
Stacey Schorr
EKOS 707

Guy Blood
UN Association in Canada

III. JEUNESSE :

Ricardo Acuna
(voir « rapporteurs »)

Kathy McGeean
Association Jeunesse Canada Monde, Edmonton

Byron Price
Larry McKillop
St. Joseph=s Save the Children Club

Étudiants de l'Université de Calgary :

Mollie Royds
Adrean Ang
Michael D'Antoni
Ryan Doig
Clinton Levitt
Chris Schnider
Patricia Fuentes
Joy Zukerman
Tanja Ulbrich
Marcel Andersoon
John Thrale
Katherine Payne
Lorna Job

IV. UNIVERSITÉS :

Donald Barry
Département de science politique, Université de Calgary

Ron Keith
Département de science politique, Université de Calgary

Robert Hubert

Département de science politique, Université de Calgary

Denise Fay Brown

Directeur, études latino-américaines, Université de Calgary

Stephen Randall

(voir « conférenciers »)

Linda Reif

(voir « animateurs »)

Ted Chambers

Université d'Alberta, Edmonton

Nancy Hannemman

(voir « animateurs »)

Ross Mitchell

International Relations Office for Latin America, Université d'Alberta

Susan Spronk

Parkland Institute, Université d'Alberta
(Centre for International Alternatives)
(questions liées à la justice)

Pierre Van Der Donkt

Secrétaire général exécutif,
Organisation Universitaire Interaméricaine

Barbara Arneil

(voir « conférenciers »)

Philip Cook

Université de Victoria (Enfants autochtones dans l'hémisphère)

Kathleen MacDonald

Criminal Justice and Law in the Hemisphere

Elizabeth Smythe

Concordia University College of Alberta

Dittmar Mundel

Augustana University College

Rachel McCormick

Faculty of Environmental Design, Université de Calgary

V. MONDE SYNDICAL :

Anna Nitoslawska

Congrès du Travail du Canada

VI. MONDE DES AFFAIRES :

Randy Palivoda

UN Association Canada, Edmonton

International Trade Consulting and Import Export Company

Arthur F. Millholland

Président et PDG, OILEXCO INC.

Tom Colleir

Doyen, Business Division, Grant MacEwan Community College, Edmonton

Michael Leung

Telecommunications Research Labs.

Roger Gibbins

Président, Canada West Foundation

Don Stein

Directeur adjoint de la planification, The Banff Centre

Kent Jespersen

Président, Forum des gens d'affaires des Amériques

VII. JOURNALISTES :

David Evans

Edmonton Journal, Edmonton

Robert Bragg
Calgary Herald

EXCUSÉS :

Marry Ellen Kenny
Adjointe spéciale, ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy

Blaine Favel
Conseiller, Affaires autochtones internationales
ACDI

Wes Elliott
Responsable des relations publiques, Section antidrogue, G.R.C.

Amie Botge
Gouvernement de C.-B.

John Lain
Organisation mondiale des personnes handicapées

Indigenous Women's Association
(Inuit Women's Association)

Luis D'Elia
Pablo Partizans, Amnistie Internationale

Marylin Gaa
Project Ploughshares

Karen Mc Bride
AUCC

John Foster
Université de la Saskatchewan

Ros Angela
Chambre de Commerce, Calgary

Stephen Janzen
Centre for International Business Studies, Université d'Alberta

Doreen Spence
Directeur exécutif, Canadian Indigenous Women's Research Institute

Muriel Stanley
Présidente, Aboriginal Human Rights Committee

Terry Pool
Nova Corporation

Tyra Hennen
Directeur, Communications institutionnelles
CIBC

Steve Marqey
Directeur général adjoint, Affaires gouvernementales, Lignes aériennes Canadien International

Lawrence Thoner
Saskatoon Star Phoenix

Catherine Ford
Calgary Herald